

République du Bénin
République du Bénin

Cour constitutionnelle



GREFFE

N° 083 / CC/GEC

**DEUXIEME CHAMBRE DE MISE EN ETAT
RÔLE DU MARDI 13 AOUT 2024
A 10 HEURES**

**LIEU : Salle des audiences publiques de la Cour constitutionnelle
sise à Ganhi, avenue Gouverneur général PONTY à Cotonou**

N° D'ORDRE	N° DU RECOURS	REQUERANT	REQUIS	OBJET	OBSERVATIONS
01	0679/120/REC-24 du 25/03/24	Félix ADANGLA Moty	Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale	Recours pour violation des articles 19 et 26 de la Constitution.	
02	0980/161/REC-24 du 08/05/2024	- Donation A. DENON - Alexandre ZANNOU - Jean-Caleb BODJRENOU - Philippe BOULA	Procureur Spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
03	1020/174/REC-24 du 15/05/2024	Parfait TOKPO	- Procureur de la République près le tribunal de première instance de 2 ^{ème} classe d'Abomey-Calavi - Procureur Général près la Cour d'Appel de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
04	1152/204/REC-24 du 07/06/2024	Ezékriel VODOUNON	Juge d'instruction du troisième cabinet du TPI de Cotonou	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
05	1161/207/REC-24 du 11/06/24	Félix ADANGLA Moty	- Directeur Général de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale - Ministre du cadre de vie et des transports en charge du développement durable.	Demande d'intervention de la Cour pour l'exécution de décisions de justice.	



06	1217/211/REC-24 du 18/06/24	Prosper ALLAGBE	Bâtonnier de l'ordre des avocats du Bénin	Recours « en inconstitutionnalité du montant de la formation à l'école de formation du Barreau ».	
07	1219/212/REC-24 du 18/06/24	Prosper ALLAGBE	Président du tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Recours pour violation du droit d'être jugé dans un délai raisonnable.	
08	1247/213/REC-24 du 21/06/24	Succession YEHOUENOU HOUSSOU Cécile Rept/ Comlan Patrice NOBIME AGBODRANFO	Procureure de la République près le tribunal de première instance de première classe de Porto-Novo	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
09	1262/217/REC-24 du 25/06/2024	Estelle HEDAGBE	Procureur Spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour violation des articles 48, alinéa 4, de la Constitution et 6 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples.	



10	1299/232/REC-24 du 28/06/2024	Prosper ALLAGBE	Ministère de la Justice et de la Législation	Recours pour violation de la Constitution.	
NOUVELLES AFFAIRES					
11	1497/258/REC-24 du 22/07/2024	Paulin AHANGNAN ZOKPE	Juge de la deuxième chambre administrative du tribunal de première instance de première classe de Cotonou	Recours pour non- exécution de la décision DCC 22-002 du 13 janvier 2022 et pour violation de l'article 34 de la Constitution.	
12	1532/261/REC-24 du 24/07/2024	Hermione MIGAN	<ul style="list-style-type: none"> - Procureur de la République près le tribunal de première instance de première classe de Cotonou - Augustin AGUEH - David A. T. AKPADO 	Recours pour violation de la Constitution et de la CADHP.	
13	1576/284/REC-24 du 31/07/2024	Ousmane BOUBE	Président de la Commission de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
14	1577/285/REC-24 du 31/07/2024	Arouna DOGO	Procureur Spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	



15	1578/286/REC-24 du 31/07/2024	Paul FADONUGBO	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
16	1579/287/REC-24 du 31/07/2024	Bertin GANGAN	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Demande d'intervention de la Cour dans une procédure judiciaire.	
17	1581/288/REC-24 du 31/07/2024	Blaise DEVO	Procureur spécial près la Cour de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme	Recours pour inconstitutionnalité d'une détention provisoire.	
18	1589/289/REC-24 du 31/07/2024	Prosper ALLAGBE	Agence Nationale d'Identification des Personnes	Demande de délivrance de carte d'électeur.	

Cotonou, le 08 AOUT 2024

Le Greffier en chef,



Sylvestre FARRA
Sylvestre FARRA